

Communauté d'Afrique de l'Est – Ouganda

Par le SE de Kampala



Le secteur de l'eau en Ouganda

L'Ouganda, malgré ses ressources en eau abondantes, souffre d'un accès inégal, surtout en zones rurales, en raison d'une gouvernance fragmentée et de moyens limités. L'aide publique au développement, notamment française, est essentielle pour soutenir les objectifs gouvernementaux.

Des ressources hydriques abondantes à l'accès inégal et fragile

L'Ouganda dispose de ressources en eau douce abondantes, mais inégalement exploitées et réparties sur le territoire⁷. Son approvisionnement repose principalement sur les lacs (Victoria, Albert, Kyoga, Edward et George) et divers cours d'eau dont le Nil, en particulier dans le sud du pays, tandis que les zones du nord-est (Karamoja) et du rift occidental sont structurellement déficitaires. Les ressources totales en eau renouvelable sont estimées à 60.1 km³ par an⁸, réparties entre eaux superficielles (39 km³) et eaux souterraines (29 km³), auxquelles s'ajoutent environ 21 km³ d'entrées via le lac Victoria. Avec une disponibilité annuelle estimée à environ 1 400 m³ par habitant, l'Ouganda affiche un niveau élevé de ressources en eau par rapport aux standards internationaux, et un faible taux de prélèvement global (environ 6 %).

Malgré cette abondance, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement demeure limité. Environ 95 % des urbains ont accès à une source d'eau potable contre 75 % en milieu rural, avec de fortes disparités territoriales. Ainsi, dans certaines zones d'accueil de réfugiés⁹ comme le district d'Isingiro, le taux d'accès à l'eau potable n'était que de 43 % en 2021. La problématique de l'assainissement reste encore plus en retrait : moins de 20 % de la population utilise des installations hygiéniques sécurisées et seulement 4 % des eaux usées domestiques sont effectivement traitées.

Les ressources hydriques ougandaises sont exposées à de nombreuses vulnérabilités. La croissance démographique rapide (3 % par an), l'accueil de plus d'1,4 M de réfugiés, et les effets du changement climatique (précipitations plus irrégulières, épisodes de sécheresse et d'inondation plus fréquents) exercent une pression croissante sur les systèmes existants.

Des orientations stratégiques ambitieuses confrontées à des défis structurels

Malgré des objectifs ambitieux, les moyens manquent tant sur le plan financier que juridique. Le plan de développement IV (2025/26–2029/30)¹⁰ fait de l'accès à l'eau et de l'assainissement une priorité majeure mais ne chiffre pas les besoins d'investissements, ceux-ci étant prévu par un plan opérationnel¹¹. Pour l'exercice budgétaire 2025/26, l'enveloppe allouée à l'eau (423 MUSD) ne représente que 0,6 % des dépenses de l'Etat. Par ailleurs, la loi de référence (Water Act cap 152 /164 de 1997) doit faire l'objet d'une révision pour intégrer les enjeux émergents comme la gestion intégrée des ressources en eau, l'adaptation climatique et la participation accrue des communautés.

La déconcentration des services pour la gestion de l'eau reste un défi majeur. Le Ministère de l'Eau et de l'Environnement (MWE), garant central de la politique sectorielle, peine à imposer une vision unifiée face à la multiplicité d'acteurs et l'hétérogénéité du territoire.

⁷ Environ 98 % du pays appartient au bassin du Nil, avec une couverture en eaux de surface représentant 17 % du territoire national.

⁸ Source : Programme des Nations Unis pour l'environnement (UNEP)

⁹ Les coupes budgétaires du HCR ont fait chuter les volumes disponibles à 7 L/hab/jour, bien loin du seuil minimum d'urgence de 50 L/hab/jour.

¹⁰ Il prévoit notamment d'augmenter la part des masses d'eau conformes aux normes environnementales (78 % à 85 %) et de renforcer le respect des permis de rejet des eaux usées (66 % à 70 %).

¹¹ Le PIAP (Programme Implementation Action Plan) du NDP IV.

- **En milieu rural, les gouvernements de districts sont en charge de l'approvisionnement et sont appuyés par les *Water Umbrella***, structures sans existence juridique ni autonomie financière, dont la pérennité reste incertaine¹². Cette configuration fragilise la gestion à long terme des installations, dans un contexte où les besoins sont immenses et croissants.
- **En milieu urbain, la National Water and Sewerage Corporation (NWSC) fait figure d'exception régionale** avec un chiffre d'affaires de 140 M USD et une marge opérationnelle avant amortissement de 33 M USD. Elle bénéficie d'un taux de recouvrement de 96%, assurant son autonomie financière sur plus de 262 villes. Toutefois, son modèle économique – fondé sur une production volontairement inférieure à la demande théorique (30 %) – laisse une large part de la population urbaine recourir à des solutions informelles. Le taux de desserte annoncé (près de 90 %) masque une réalité d'accès intermittent et inégal.

Un secteur tributaire de l'aide publique au développement (APD) avec un fort engagement de la France

Les bailleurs internationaux financent massivement l'eau en Ouganda. Entre 2010 et 2022, l'Ouganda a reçu en moyenne 130 M USD par an d'APD¹³ pour l'eau et de l'assainissement. **La Banque Mondiale** cible les zones rurales et les petites villes, en renforçant les *Water Umbrella* et en cofinçant, avec d'autres bailleurs, des projets d'envergure. **La Banque Africaine de Développement (BAD)** soutient également le secteur : 91 M USD pour le programme WSSP II¹⁴ (1,43 M de bénéficiaires en zones rurales, péri-urbaines et petites villes) et 62 M USD pour le programme STWSSP (Strategic Towns Water Supply and Sanitation Project) destiné à sécuriser l'eau et l'assainissement dans 10 villes stratégiques d'ici 2030. Par ailleurs, l'Ouganda et l'Égypte viennent de signer de nouveaux accords de coopération pour renforcer le développement, la gestion et la résilience des infrastructures d'eau, notamment à travers des projets conjoints et un appui technique accru.

L'Agence française de développement (AFD) est le principal bailleur du secteur de l'eau en Ouganda. La moitié de son portefeuille actif (environ 400 M EUR) est dédié à l'eau avec des réalisations majeures, notamment à Kampala, Masaka et Mbarara. L'AFD ambitionne de maintenir son rang dans les années à venir. **Les entreprises françaises disposent d'un positionnement favorable en Ouganda.** Elles ont remporté 80 % des marchés financés par l'AFD dans le secteur de l'eau, avec une présence notable de Sogea Satom¹⁵ ainsi que de nombreux bureaux d'études (Seureca, BRLi, Suez...) et de fournisseurs (Saint Gobain).

¹² En décembre 2024, le gouvernement a supprimé 127 agences et organismes publics actifs dans un certain nombre de secteurs : environnement, agriculture, santé, éducation ...

¹³ Source: Nation Unies

¹⁴ Water Supply and Sanitation Programme

¹⁵ Les projets engagés et/ou en cours de finalisation à Kampala, Masaka et Mbarara ont été attribués à l'entreprise.